

Il faut le dire...

les interviews de Pascale Fourier

Cédric Durand,

maître de conférences en économie à Paris XIII

a dirigé l'ouvrage «En finir avec l'Europe » – éditions de La Fabrique, 2013

Interview de Décembre 2014

Thème: Union Européenne !

Pour une critique radicale de Gauche de l'UE 1/2

Il faut le dire, avec Cédric Durand, maître de conférences à Paris XIII et coordinateur de l'ouvrage intitulé En finir avec l'Europe qui a fait grand bruit au début de l'année 2013, sans doute parce que ses auteurs n'apparaissent pas à priori comme critiques virulents de l'Union Européenne.

Or, virulente, la critique l'est, et ce dès les premières pages de l'introduction rédigée par Cédric Durand lui-même. Il dit dès l'abord que l'étude que les auteurs ont faite du projet européenne « fait apparaître un projet de classe dont la violence structurelle est décuplée par sa fragilité »... puis, plus loin : « Pour l'Europe en crise, tituber sur ses deux jambes, c'est accélérer un processus d'intégration sans légitimité démocratique et radicaliser l'agenda des réformes néolibérales. Autrement dit, asphyxier la délibération démocratique pour mieux livrer les sociétés européennes au processus d'accumulation capitaliste ».

La critique de l'UE est trop souvent abandonnée au Front National... Aussi, la première question que j'ai posé à Cédric Durand était celle-ci :

Pascale Fourier : Est-ce qu'il y a une nécessité, quand on est de Gauche, de poser une critique radicale de l'Union Européenne, et si oui, pourquoi ?

L'UE, un projet historiquement libéral

Cédric Durand : Oui, c'est absolument nécessaire. C'est absolument nécessaire, parce que l'Union Européenne telle qu'elle s'est construite est un projet de classe. Ce n'est pas un projet qui est neutre, qui serait uniquement le passage d'un échelon de gouvernement à un autre. C'est, à l'occasion de ce changement d'échelle, un changement de la nature sociale des institutions politiques qui se mettent en place.

Pour faire simple, l'idée-clé est qu'il y a eu, au lendemain de l'après-guerre, la construction d'un « capitalisme démocratique », une forme de compromis social entre les exigences du capitalisme d'un côté, et d'un autre côté la force du mouvement ouvrier, sa capacité à obtenir des nouveaux droits, des améliorations régulières du niveau de vie. Que ce compromis est entré en crise dans les années 1970, pour plusieurs facteurs, on pourra revenir dessus. D'une certaine façon, le néolibéralisme est une manière de casser ce compromis. Et en Europe, là où ce compromis a été le plus loin, là où les droits sociaux étaient les plus avancés, la casse de ce compromis est passée par ce changement d'échelle relancé autour du milieu des années 1980 autour du Marché unique. Il s'agit de construire une nouvelle entité supra-étatique, un proto-Etat, un Etat potentiel en devenir, mais dans lequel les compromis qui s'étaient sédimentés dans la période précédente n'ont plus lieux d'être, ne sont plus légitimes.

Pascale Fourier : Mais c'est circonstanciellement que l'Union Européenne est devenue néolibérale, non ?

Cédric Durand : Le projet européen, au début, est ambigu d'une certaine façon. Il est ambigu parce qu'il rassemble des gens relativement différents. Ce qui est certain, c'est qu'il s'inscrit dans l'ancrage du capitalisme occidental, dirigé par les États-Unis dès sa naissance. Les premiers pas de la construction européenne se font véritablement dans la suite du plan Marshall, avec une exigence des États-Unis d'aller vers un grand marché pour bénéficier d'économies d'échelles et améliorer l'efficacité économique de ce point de vue-là. Ce projet au départ s'ancre donc dans le capitalisme occidental.

Il s'ancre aussi dans l'ordolibéralisme, construit sur la base d'une tradition fortement développée en Allemagne : il faut limiter la démocratie pour ne pas mettre en danger le processus d'accumulation du capital. Et cette velléité de limiter la démocratie, d'encadrer la démocratie, apparaît juridiquement dès le traité de Rome. Dans celui-ci, la primauté accordée à

la concurrence est d'ors et déjà une limite importante à la démocratie.

Pour autant, et à raison, on a pu argumenter sur le fait que, dans ses premiers temps, la construction européenne a été un moyen de renforcer les économies des Etats-Nations et donc les compromis sociaux et démocratiques construisaient à cette époque-là, dans les années 1950 et 1960. Et il est vrai, d'un certain point de vue, que l'élargissement des marchés a été à ce moment-là facteur d'efficacité économique et que les Etats y ont trouvé un moyen de renforcer leurs propres compromis domestiques.

Néanmoins, les germes juridiques de cette automatisation de l'ordre juridique de l'économie, de cette distanciation des règles économiques vis-à-vis de la démocratie, étaient déjà présent. Et s'ils ne ce sont pas matérialisés immédiatement, petit à petit, ils se sont sédimentés dans la jurisprudence de la Cour de justice européenne, tout au long de ces décennies. Et puis surtout, ils ont servi de base au lancement du projet de marché unique, dans les années 1980, qui réalise, d'une certaine façon, les promesses envisagées au moment du traité de Rome et qui ne s'étaient pas matérialisées jusque- là.

Pascale Fourier : Au tout début de l'entretien, vous parliez de « projet de classe ». Que vouliez -vous dire ?

Cédric Durand : Les classes sociales sont classiquement définies dans le marxisme en fonction du rapport aux moyens de production. Il y a ceux qui ont les moyens de production, et ceux qui n'ont d'autre choix que de vendre leur force de travail parce qu'ils ne possèdent pas les moyens de vivre de leur propriété, ou de leur capacité à faire tourner des machines, des outils, des bâtiments, qui leur appartiendraient. Donc cette opposition de classes, que je viens d'évoquer, très succinctement, dans la tradition marxiste, est évidemment un grand sujet, un sujet extrêmement compliqué.

La société est fragmentée en de multiples fractions de classes, avec chacune ses caractéristiques, mais sans trop déformer la réalité, cette polarisation de classe est très opérante pour interpréter les trajectoires que l'on peut observer dans nos sociétés, et en particulier cette question de la trajectoire européenne.

Pourquoi ? Parce que l'Etat n'est pas nécessairement un bloc homogène. Ce n'est pas uniquement les « bandes armées de la bourgeoisie », pour reprendre la formule du manifeste du Parti Communiste. C'est plus compliqué. C'est la cristallisation des luttes passées dans une série de règles institutionnalisées qui sont des formes de compromis. Et l'Etat qui s'est construit après guerre est un Etat qui incorporait toutes ces luttes, toutes les grandes grèves de l'après-guerre, la puissance du Parti Communiste, le programme du Conseil National de la Résistance... Cela s'est traduit par des institutions qui incarnaient cette force du mouvement ouvrier, cette forte exigence démocratique et d'émancipation.

Lorsque la construction européenne a été relancée dans les années 1980, elle s'est faite dans un cadre dans lequel les mouvements sociaux, les luttes, la Gauche plus généralement, n'avait pratiquement aucun poids, aucune capacité d'intervention directe. On peut parler de sélectivité, d'une certaine façon, dans la construction de l'Etat, du proto-Etat si l'on parle de l'union Européenne. Et les questions qui ont été sélectionnées comme pertinentes, les réponses qui ont été sélectionnées comme pertinentes, ne faisaient aucune place aux exigences de ce qu'on peut appeler les classes populaires au sens le plus large, le mouvement ouvrier - mais on pourrait élargir aussi à d'autres questions démocratiques et sociales, comme les questions antiracistes ou les questions écologiques, qui ont certes une certaine place au niveau européen, mais relativement limitée.

Voici peut-être le point-clé : la relance de la construction européenne dans les années 1980,

1990 et 2000 pour aller jusque-là, se fait dans un contexte d'hégémonie absolue du capital transnational, à qui Jacques Delors demande même de faire un premier rapport qui aboutira à la construction du marché unique, et de la finance un peu plus tard dans les années 1990 et 2000.

Dans ce contexte-là, et c'est aussi une des raisons qui expliquent la crise actuelle, les classes subalternes n'ont pas leur mot à dire. Et n'ayant pas leur mot à dire, ils ne sont pas capables d'intervenir au niveau européen, et un processus cumulatif se met en place. N'étant pas présentes au début, elles n'ont pas pu soulever des questions qui étaient légitimes à ce niveau-là. Ces questions, comme le droit du travail, les procédures démocratiques, comme la protection sociale, les services publics...sont quasiment absentes de l'échelle européens. Aussi, lorsque nous avons essayé de mobiliser, par exemple dans le cadre de l'appel de Pierre Bourdieu pour un mouvement social européen, puis suite à ça le Forum Social Européen qui a eu plusieurs éditions dans les années 2000, on n'a jamais réussi à peser...Parce qu'il n'y avait pas d'agenda qui correspondait aux demandes des classes subalternes. Et donc il y a un processus d'exclusion, de marginalisation de ces classes subalternes, au niveau européen, qui se renforce.

Fragilité de la construction européenne

Mais, paradoxalement, c'est aussi une des raisons de cette fragilité du projet européen, que l'on a vue avec la crise de l'Euro qui a eu lieu autour de 2010. La question-même de l'existence de ce projet européen a été posée. Bien sûr il y a eu une résilience, bien sûr la Banque Centrale a réussi à contenir ses contradictions pour un temps, mais ça a révélé cette fragilité de l'Union Européenne. Et cette fragilité, le fait que ce n'est pas véritablement un Etat, que c'est un projet étatique inachevé, est le résultat paradoxal du succès des classes dominantes à rétablir leur projet : en réussissant à mettre en place un projet qui va

complètement dans le sens de leurs intérêts, elles se coupent des moyens d'incorporer les classes subalternes. Une certaine exclusion des classes subalternes au niveau européen sape d'une certaine façon les fondements de l'UE, sa capacité à s'instaurer dans la durée.

Pascale Fourier : C'était peut-être ce qui était voulu, justement, d'exclure les classes subalternes ?

Cédric Durand : Exactement, c'est ce qui était voulu. Mais ce qui n'était pas voulu, c'était la fragilité de ce projet-là. C'est pour ça qu'il y a quelque chose d'ambigu.

C'était voulu...Evidemment, la question, quand on dit cela, c'est : « Elle était voulu par qui ? ». Il faut voir les choses de manière un petit peu plus pragmatique. Qu'est-ce qui se passe dans les années 1980 ? L'époque fordiste est close, les différents gouvernements font face à des difficultés qui sont l'apparition d'un chômage de masse, un échec relatif de la relance par le Parti Socialiste en France, et puis une vague néolibérale extrêmement puissante dans le reste du monde avec Tchatcher, Reagan et un changement d'humeur idéologique, si l'on peut dire, qui fait que toute une partie de la Gauche bascule du côté du néolibéralisme. En 1984, c'est vraiment un moment charnière de ce point de vue-là.

Du coup, il faut réinventer un projet. Et le projet qui permet de se projeter au-delà, c'est le projet européen. Et il se fait dans ce contexte de recul du monde du travail et de conversion d'une partie des élites issues de la Gauche au libéralisme.

Donc, de bric et de broc, on a inventé ce projet. D'abord le marché unique, qui est d'une certaine façon la réalisation des promesses du traité de Rome. Mais la monnaie unique ? Théoriquement, ça ne marche pas, il n'y a aucune théorie qui explique que ça devrait marcher. Pourtant, on va, de manière très pragmatique, parce qu'il y a un compromis géopolitique entre la France et l'Allemagne qui

se noue, parce qu'il y a un mouvement de financiarisation qui est important et qui fait que c'est un avantage pour les multinationales et pour les banques d'avoir un grand marché domestique.... On va avancer vers ce projet-là, et on va bricoler théoriquement des choses qui vont expliquer que la convergence, si elle n'est pas là avant, va se faire en fabriquant la monnaie unique, et que finalement ça va bien se passer.

Si vous voulez, il n'y a donc pas de grands dessins d'un certain point de vue. C'est plutôt la résolution par les dirigeants des différentes difficultés à différents moments. Une résolution qui fait appel aux rapports de forces idéologiques et aux rapports de forces sociaux, filtrée par ces rapports de force idéologiques et sociaux. Et cette résolution aboutit à des rapports de forces qui sont ce qu'ils sont.

De ce point de vue-là, l'affirmation de l'hégémonie des transnationales et de la finance au niveau européen est le résultat du recul du mouvement européen tel qu'il se définit dans les années 1980. C'est la décennie où le taux de syndicalisation s'effondre, où les partis communistes deviennent ce qu'ils deviennent avec la chute de l'Union Soviétique et où il y a une vraie crise idéologique : ce sont les années Tapie, les années frics...

Pascale Fourier : A un moment, vous disiez que c'était un « projet inachevé ». Mais on n'a qu'à l'achever pour réintégrer les classes populaires à l'intérieur, en allant vers le fédéralisme par exemple...

De l'impossibilité d'une évolution positive commune...

Cédric Durand : Toute une partie de la Gauche, des amis à moi, des gens que j'estime tout à fait, qui pensent effectivement qu'il est possible aujourd'hui de « refonder » d'une certaine façon à partir de l'existant l'Union Européenne pour faire émerger les compromis sociaux et démocratiques au niveau européen, et pourquoi pas aller au-delà. Pourquoi pas une

société post-capitaliste qui émergerait au niveau européen ? Ça me semble être une erreur, une grande illusion.

Il y a plusieurs raisons à cela. La première raison, je l'ai déjà un petit peu évoquée, c'est l'idée que la manière dont se sont construites les sélectivités au niveau européen exclut les classes populaires. De ce fait-là, on n'a pas de prise. Juste pour mémoire, quelles sont les principales compétences de l'Union Européenne, quelles sont ses « compétences exclusives » ? La concurrence, le commerce, la monnaie et...la pêche et les ressources maritimes.

Sur les trois premières questions, qui intervient ? Lorsque les bureaucrates européens veulent travailler sur ces questions, à qui ont-ils affaire ? Ils n'ont pas affaire aux mouvements sociaux, ils n'ont pas affaire aux syndicats. Ils peuvent les consulter à la marge, mais qu'est-ce que les syndicats vont apporter comme contribution centrale sur la politique de la concurrence ? Ce n'est pas la question qu'ils portent. Sur la monnaie, de la même façon, bien sûr il y a une vision de gauche, pro-mouvement ouvrier de la monnaie. Mais néanmoins, il y a aussi une facette gestion de la monnaie qui fait que consulter les banques sera plus important pour réfléchir sur la politique du crédit, etc. Le commerce de la même façon, c'est quelque chose qui concerne les stratégies de développement international des firmes. Donc toutes ces questions qui sont traitées comme prioritaires, exclusives au niveau européen, sont des questions qui excluent le mouvement ouvrier.

Il n'y aura pas d'une certaine façon d'intervention des masses directement au niveau européen dans le processus politique parce que les questions qui sont dans l'agenda à ce niveau-là ne sont pas celles que porte le mouvement ouvrier.

Deuxième élément : il n'y a pas d'expérience économique et politique commune au niveau européen. D'une certaine façon, un des paradoxes de l'accélération de la construction

européenne et en particulier de l'euro, c'est que ça a accentué les divergences entre les trajectoires des différents pays.

Pour faire très simple, dans les années 2000, trois types de trajectoires sont dessinées. Premier type de trajectoire, c'est une période, c'est un rattrapage qui résulte de l'intégration de la périphérie centre-européenne dans le capitalisme mondial. En gros, que s'est-il passé en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie ?? Que s'est-il passé entre 1998/1999 et la crise en 2008. C'est une période où les multinationales arrivent, signent des contrats, réorganisent l'appareil productif hérité de l'Union Soviétique, s'appuient sur une main-d'œuvre qui est relativement qualifiée, relativement douée, et obtiennent des gains de productivité très importants. Elles font des profits importants, mais, dans le même temps, les salaires augmentent relativement rapidement. Vous avez donc une trajectoire de rattrapage industriel tout à fait classique.

Deuxième zone : l'Allemagne. Et c'est complètement différent. En Allemagne, c'est une grande défaite du mouvement ouvrier. Auparavant, en Allemagne, il y avait beaucoup d'accords, des accords de branches. Au lendemain de la réunification allemande, d'abord à l'Est puis à l'Ouest, le patronat va petit à petit abandonner ces accords de branches. Il va en résulter quoi ? Il va en résulter une casse, une fracture au sein du salariat, majeure, entre un salariat dans le cœur industriel, très protégé, avec des bons salaires, etc., et un secteur des services qui tombe extrêmement bas en termes de standards sociaux. Pour faire le livre sur l'Europe, j'ai trouvé des cas de personnes payées à moins de un euro de l'heure ! Alors évidemment, c'est un cas extrême en Europe de l'Est, mais on descend extrêmement bas en terme de salaires. Et les courbes montrent cette baisse des salaires réels dans le secteur des services en particulier.

Donc division, casse des droits sociaux en Allemagne, grande défaite du mouvement ouvrier.

Et puis vous avez la périphérie sud-européenne, l'Espagne, le Portugal, la Grèce. Dans ces pays-là, on a eu un rattrapage en trompe l'œil. Les coûts d'emprunt ont fortement diminué ; ils ont même plus diminué qu'ailleurs parce que le taux d'inflation était plus important et que le taux d'intérêt réel dans ces pays était donc extrêmement faible : du coup, il était très avantageux d'emprunter et il y a eu des phénomènes de bulles, notamment dans le secteur immobilier. L'Espagne de ce point de vue-là est paradigmatique. On y a vu un rattrapage grâce à un boom du secteur immobilier, un boom de la construction. Beaucoup d'emplois ont été créés dans le secteur de la construction. On a vu un boom du secteur des commerces, toute une série d'activités qui ne sont pas des activités exposées au commerce international, qui sont des activités internes, mais qui ont été financées par la dette... Dans le même temps, les déficits extérieurs se sont creusés, c'est-à-dire que le pays importait de plus en plus de produits manufacturés, et plus grave encore, la part du secteur manufacturier dans ces pays-là a fortement diminué.

Donc, qu'est ce qu'on a eu ? On a une croissance forte, y compris un rattrapage en termes de salaire, mais sans développement, financé par l'endettement. Et la vérité de ce faux développement, c'est le moment de la crise, où l'essentiel de ce qui avait été acquis dans la décennie précédente a été effacé en l'espace de quatre ans d'une manière extrêmement violente.

Donc, vous voyez, trois histoires qui n'ont rien à voir. Comment organiser une expérience politique commune, une intervention politique commune sur des rythmes aussi différenciés ? C'est quelque chose d'extrêmes difficile et qui rend assez dubitatif sur la possibilité de faire émerger un grand moment constituant, populaire, au niveau européen.

(à suivre..)